



ARRÊTÉ 23-579-A-VC-SRM

portant réglementation de la circulation
VC N°3 - rue de la Fontaine
VC N°101 - route de Rochard
sur la commune déléguée de Saint Rémy-en-Mauges
du 21 août au 8 septembre 2023

Le Maire de la Commune de MONTREVAULT SUR EVRE,

VU le Code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R412-28, R415-6, R417-3 et R417-10 ;

VU le Code de la voirie routière ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales;

VU l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière – livre I - 4^{ème} partie – signalisation de prescription absolue – approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et riverains de la voie publique et de réduire autant que possible les entraves à la circulation et au stationnement ;

CONSIDERANT pendant les travaux d'étanchéité du pont de Jousselin – RD 17, faisant référence à l'arrêté 2023_ACNP_0302, il y a lieu de modifier la circulation et la signalisation sur la VC N°3 - rue de la Fontaine et VC N°101 – route de Rochard commune déléguée de Saint Rémy-en-Mauges,

ARRETE

ARTICLE 1 : Du 21 août au 8 septembre 2023, la circulation pour :

- La VC N°3 - rue de la Fontaine sera interdite aux véhicules de transports de marchandises sauf riverains et cars (scolaires et transports de la Région : établissement Brodu).
- La VC N°101 – route de Rochard sera interdite aux véhicules de transports de marchandises sauf riverains.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire horizontale et verticale conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – quatrième partie – signalisation de prescription absolue –

et éventuellement septième partie - marques sur chaussées - sera mise en place par les Services Techniques de la Commune de Montrevault sur Evre.

ARTICLE 3 : Des panneaux B8 - Accès interdit véhicules de transport de marchandises seront mis en place et des panonceaux sauf riverains et cars.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies à l'article 1 précédent prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 5 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de Montrevault sur Èvre et la commune déléguée de Saint Rémy-en-Mauges.

ARTICLE 7 : Le Directeur Général des services de Montrevault-sur-Èvre,
le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Maine et Loire,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Montrevault-sur-Evre , le 17 août 2023,

L'adjoint au Maire,
Adjoint aux espaces publics
Jacques Bigeard

DIFFUSION

- ◆ Service espaces publics de la commune de Montrevault-sur-Èvre
- ◆ Mairie déléguée de Saint Rémy-en-Mauges
- ◆ Elu en charge de la voirie de Montrevault-sur-Èvre
- ◆ Voyages CORDIER
- ◆ Service Déchets de Mauges Communauté
- ◆ Service mobilité de Mauges Communauté
- ◆ Mauges Communauté pour transmissions aux transporteurs concernés
- ◆ Gendarmerie de Montrevault
- ◆ Police Municipale
- ◆ Chef d'équipe de secteur des Services techniques de Montrevault sur Evre

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes – 6 Allée de l'Île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.